

Maghreb/Algérie-Manifestation politique

Les étudiants dans la rue pour la 26e semaine

AFP
Alger/Algérie

UN millier d'étudiants ont manifesté mardi, pour la 26e semaine consécutive à Alger, au milieu d'un fort déploiement policier, réclamant un Etat "démocratique" et la libération des personnes arrêtées depuis le début le 22 février du mouvement de contestation, le "Hirak".
"Libérez les détenus du Hirak", "Algérie libre et démocratique", "Un Etat civil, pas militaire", "le peuple veut l'indépendance", ont scandé inlassablement les étudiants, accompagnés d'enseignants, mais aussi de citoyens, en progressant sans incident dans les rues du centre d'Alger.

Les établissements universitaires sont toujours fermés en raison des vacances, mais le cortège était plus dense que les semaines précédentes. Les manifestants ont promis de "manifeste jusqu'au départ du régime", ponctués de slogans et chants patriotiques par des youyous.
"Les généraux à la poubelle et le peuple prendra son indépendance," ont scandé les manifestants, visant le haut commandement de l'armée, longtemps le véritable organe de décision en Algérie, revenu aux commandes depuis la démission le 2 avril du président Bouteflika qui avait affaibli son influence. Ce 20 août marque le 63e anniversaire de la fin du Congrès de la Soummam, qui avait doté le Front de



Les étudiants, hier, dans les rues d'Alger.

Photo : DR

libération nationale (FLN), créé deux ans plus tôt pour arracher l'indépendance de l'Algérie au pouvoir colonial français de structures politiques et militaires, et consacré la "primauté du politique sur le militaire".

Les manifestants ont notamment ciblé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et véritable homme fort du pays depuis cette démission, et demandé le départ du président par intérim Abdelkader Bensalah et du Premier ministre Nouredine Bedoui. Tous trois furent des soutiens indéfectibles d'Abdelaziz Bouteflika durant sa présidence (1999-2019).
"Malgré la canicule et les vacances, on est là et nombreux pour leur dire: plus rien ne nous arrêtera tant que le système Bouteflika est en place", a déclaré à l'AFP Yacine, 23 ans, étudiant à l'université de Boumerdes (environ 40 km à l'est d'Alger).
Les manifestants ont également rejeté tout "dialogue" avec le pouvoir, encore aux mains des anciens soutiens de M. Bouteflika, poussés au départ par la rue. Ils ont conspué Karim Younes, ancien président de la Chambre basse, placé par les autorités à la tête d'une

"Instance nationale de dialogue et de médiation" chargée de définir les modalités d'une présidentielle devant élire un successeur à M. Bouteflika "dans les plus brefs délais".
"L'instance de dialogue (...) est sourde aux revendications du Hirak" qui refuse que le scrutin soit organisé par les anciens fidèles de M. Bouteflika encore au pouvoir, fulmine Mohamed, 22 ans, étudiant en sociologie. Lundi soir, M. Bensalah a, dans un message à la Nation, réitéré que "la voie du dialogue est la seule et unique à permettre de surmonter la situation actuelle", rejetant de fait toute autre solution de sortie de crise.

Préparatifs du sommet du G7

Biarritz et le sud-ouest de la France sous haute sécurité

AFP
Biarritz/France

LA chic station balnéaire de Biarritz et sa région, dans le sud-ouest de la France, seront placées sous très haute sécurité pour le sommet du G7 de samedi à lundi, en pleine saison touristique, les autorités craignant des manifestations de "groupes violents".
La sécurité sera "un enjeu majeur pour la réussite de l'événement", avait prévenu Emmanuel Macron en mai, annonçant un dispositif "inédit" et "extrêmement lourd" pour la venue de Donald Trump, Boris Johnson, Angela Merkel et leurs homologues.
Quelque 13.200 policiers et gendarmes ont en effet été mobilisés, a indiqué mardi le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a averti: "nous ne tolérerons aucun débordement".
"Il y a d'ores et déjà plu-

sieurs groupes violents, français et européens, qui se sont donné rendez-vous comme c'est malheureusement maintenant à chaque fois le cas, lors des G7 et des G20", avait affirmé le président Macron, précisant que les services de sécurité voulaient pouvoir "appréhender au plus tôt" d'éventuels manifestants potentiellement violents.
Un Allemand en route pour Biarritz a été arrêté début août dans le centre de la France lors d'un contrôle routier et expulsé en vertu d'une interdiction de territoire.
Et lundi, cinq personnes, dont certaines "appartiennent à la mouvance "Black blocs", ont été interpellées pour des appels sur les réseaux sociaux à attaquer "un lieu d'hébergement" des gendarmes pendant le G7, selon une source proche de l'enquête. Une seule restait en garde à vue mardi, selon le



Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner et ses collaborateurs faisant le point sur le dispositif sécuritaire avant le sommet du G7 à Biarritz.

Photo : AFP

parquet de Tours (centre). Dans la cité qui a vu passer têtes couronnées et aristocrates depuis le XIXe siècle, plus de 5.000 délégués, personnels techniques et journalistes sont attendus et deux périmètres ont été déterminés.
La zone 1 (dite de sécurité renforcée) comprend tous les lieux de rencontre des délégations et sera interdite aux véhicules et

piétons non accrédités. Surfeurs et baigneurs ne pourront pas accéder à la Grande Plage, au-dessus de laquelle trône l'Hôtel du Palais où se réuniront les dirigeants.
Dans la zone 2 (dite de protection), les automobilistes seront tolérés à condition d'avoir obtenu un macaron et les piétons devront présenter un badge.
"Ensuite, il y aura des

cercles concentriques où le degré de sécurité est fort mais où les contraintes se relâchent", a expliqué Emmanuel Macron.
COMMERCANTS "DANS LE FLOU".L'aéroport et la gare de Biarritz resteront fermés le temps du sommet, comme la gare de Bayonne. Des moyens anti-drones seront déployés et aucune manifestation n'est autorisée dans la ville et des agglomérations proches.
Les organisations du "contre-sommet", qui attendent 12.000 personnes pour trois jours de conférences et ateliers (21-23 août), ont de ce fait choisi Hendaye, à la frontière espagnole, pour manifester le 24 août. Le lendemain, des actions "d'occupation des places publiques" sont prévues dans sept communes limitrophes de la cité balnéaire.
Les organisateurs ont assuré qu'ils n'entendaient provoquer aucune dégra-

dition ni confrontation avec les forces de l'ordre. "S'il y a des violences répressives, nous opposons des techniques de résistance non violentes", ont-ils déclaré.
Devant toutes ces mesures, commerçants et habitants exprimaient, eux, de l'inquiétude.
"On est dans le flou, on ne sait pas ce que ça va donner, mais on sait que ce sera compliqué pour nous, notamment avec les fournisseurs", commente Marie Moreau, employée du café l'Amuse-Gueule dans la zone 2 de Biarritz.
Nicolas Richer, chef du bar au restaurant Les Colonnes, près de la mairie, ne nie pas "le sacré coup de pub pour la ville," mais regrette, comme beaucoup de commerçants, le choix de la date. "Ca tombe dans le plus gros mois (...) c'est notre plus grosse période".

Amérique centrale/Salvador-Législation anti-IVG

Une jeune Salvadorienne acquittée !

AFP
San Salvador/Salvador

Evelyn Hernandez, 21 ans, qui encourait 30 à 50 ans de prison pour homicide après avoir perdu son bébé, a été acquittée en début de semaine, a annoncé une de ses avocates, dans ce pays où la législation anti-IVG est l'une des plus strictes du monde.

"ACQUITTEE!!!, Oui, on a réussi", a écrit sur Twitter, Bertha Maria Deleon, l'avocate d'Evelyn Hernandez, 21 ans, qui a toujours expliqué que son bébé était mort-né. "Je suis heureuse", a déclaré la jeune femme en sortant

du tribunal de Ciudad Delgado, au nord-est de San Salvador. L'accusation avait réclamé contre elle une peine de 40 ans de prison pour homicide aggravé par négligence.
"Grâce à Dieu, justice a été rendue. Je vous remercie aussi vous tous qui êtes venus ici", a lancé Evelyn Hernandez aux manifestantes qui l'attendaient à la sortie du palais de justice. Une centaine de femmes rassemblées sur les lieux ont laissé éclater leur joie: "Attention, attention, la lutte féministe avance en Amérique latine", ont-elles scandé.
"Tout le temps passé (en prison) a été dur", a souligné



Evelyn Hernandez a finalement été acquittée

Photo : DR

la jeune femme, qui est restée 33 mois derrière les barreaux après une première condamnation à 30 ans de prison en juillet 2017. Ce premier jugement avait été cassé en février par la Cour

suprême et Evelyn Hernandez avait été libérée. Le code pénal salvadorien prévoit une peine de deux à huit ans de prison pour les cas d'avortement. Mais, dans les faits, les juges

considèrent toute perte du bébé comme un "homicide aggravé", puni de 30 à 50 ans de réclusion.
L'affaire remonte au 6 avril 2016, lorsque la jeune femme, alors adolescente, donne naissance à un bébé dans des toilettes. Transférée à l'hôpital de la ville de Cojutepeque (centre), elle est arrêtée et accusée d'homicide. Evelyn Hernandez a toujours protesté de son innocence et assuré que son bébé était mort-né.
Dans un premier temps, il avait été dit qu'Evelyn Hernandez était tombée enceinte après un viol, mais son avocate a expliqué, sans donner plus de détails, préférer ne plus évoquer ces

circonstances à la demande de la jeune femme qui habite dans un quartier contrôlé par les gangs et pourrait faire l'objet de représailles. A l'issue de l'audience vendredi, un des avocats de la jeune femme, Arnau Baulenas, avait déclaré à l'AFP s'attendre à un acquittement: "il n'y a aucun élément qui permette de penser qu'Evelyn avait l'intention de mettre fin à la vie du bébé (...), c'est un accident", avait-il souligné. Actuellement, 16 femmes sont en prison au Salvador pour des avortements. Au cours des derniers mois, cinq femmes condamnées pour des cas similaires ont été remises en liberté.